

Communiqué

Appel à la solidarité avec le mouvement populaire en Tunisie

jeudi 6 janvier 2011, par [PG](#) (Date de rédaction antérieure : 6 janvier 2011).

Mohamed BOUAZIZI , le jeune diplômé-chômeur qui avait tenté de se suicider par le feu le 17 décembre dernier à Sidi Bouzid en Tunisie, quand les autorités municipales lui avaient confisqué son seul gagne-pain -les fruits et légumes qu'il vendait sans les autorisations nécessaires-, vient de mourir des suites de ses blessures. C'est ce geste de désespoir dans une ville déshéritée du sud, qui a déclenché la vague de protestations et de manifestations qui a mobilisé une population frappée de plein fouet par le renchérissement de la vie et le chômage de masse, qui a déferlé sur l'ensemble du pays, avec une ampleur sans précédent.

Une fois de plus, le régime n'a pas hésité à déclencher une répression féroce appelant l'armée à la rescousse de sa police, procédant aux tirs à balles réelles sur les manifestants, aux arrestations arbitraires, à la torture, sans distinction d'âge ou de sexe.

Ces manifestations de masse et la répression qu'elles entraînent projettent une lumière crue sur la réalité du fameux « miracle économique tunisien » tant vanté par la propagande du pouvoir. En effet, si des avancées économiques et sociales (notamment pour les droits des femmes) acquis du temps du président Bourguiba, ont été maintenus, Zine el Abidine Ben Ali ,depuis sa prise de pouvoir il y a 23 ans, a installé et développé un pouvoir dictatorial policier et corrompu, où le clan familial et le parti officiel mettent le pays en coupe réglée, et réduisent à néant les acquits antérieurs.

Toujours prompts à s'émouvoir des manquements aux Droits de l'Homme dans les pays qui comme en Amérique latine ont entrepris de s'affranchir des sujétions néocoloniales, les pays occidentaux, à commencer par la France, se montrent d'une indulgence sans limite pour le régime caricaturalement liberticide de Ben Ali. Au moment où bravant la répression, le peuple tunisien se mobilise contre celui-ci et crie son aspiration au mieux-être et à la liberté, il est temps que cesse cette indulgence, qui n'est autre que de la complicité.

C'est pourquoi, avec l'ensemble des organisations et des partis progressistes, des syndicats, des associations de défense des Droits de l'Homme, et de tous les amis de la justice et de la liberté, le Parti de Gauche dit « assez ! » et appelle solennellement

- à participer partout aux rassemblements prévus Jeudi 6 janvier pour la Journée Internationale de solidarité avec le peuple tunisien, et aux autres manifestations prévues ultérieurement ;
- à exiger du gouvernement tunisien qu'il cesse la répression et qu'il se mette à l'écoute du peuple qui crie sa souffrance et sa frustration ; que soient libérés sur le champ et amnistiés tous les emprisonnés du mouvement en cours et ceux des mouvements précédents de Gafsa- Redeyef, et des étudiants en 2009) et que les responsables de la répression soient traduits en justice.
- à exiger du gouvernement Français et de l'Union Européenne qu'ils dénoncent enfin les atteintes flagrantes à la démocratie et aux Droits de l'Homme en Tunisie, qu'ils appellent à la cessation

immédiate de la répression et au rétablissement de la paix civile, et que soit utilisée la menace de rétorsion dans le domaine des accords financiers comme dans le cadre de la politique dite de « coopération et de développement durables ».

Différents mouvements de solidarité sont prévus ce jour pour la Journée Internationale de solidarité avec le peuple tunisien avec la participation du Parti de Gauche.

A Paris, un rassemblement aura lieu à 18 heures à la Fontaine des Innocents au métro Châtelet et notre parti sera représenté par son secrétaire national Eric Coquerel.

Parti de Gauche
